



Hénin-Beaumont

République française

*_*_*

Département du
Pas-de-Calais

*_*_*

Arrondissement
de Lens

*_*_*

COMMUNE D'HENIN-BEAUMONT

*_*_*

DELEGATION DU MAIRE

*_*_*

**ARRETE MUNICIPAL N° 2018-0180
PORTANT DELEGATION DE FONCTIONS
A MADAME MARYLISE BONICEL, CONSEILLER MUNICIPAL**

Le Maire de la Commune d'Hénin-Beaumont,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son l'article L. 2122-18,
Vu l'arrêté municipal n°2017-3480 du 24 janvier 2018, visé en sous-préfecture de Lens le 24 janvier 2018, portant délégation de fonction à Mme Annie WANNEPAIN, Adjoint au Maire,

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il convient de maintenir la continuité du service public ;

Considérant que le Maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints ;

Considérant que le Maire peut déléguer, en cas d'absence ou d'empêchement d'un adjoint, une partie de ses fonctions à un conseiller municipal ;

Considérant que Mme Annie WANNEPAIN occupe les fonctions de 6^{ème} adjoint au Maire, déléguée aux fêtes et cérémonies, aux foires et marchés et aux relations publiques ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2014-740 en date du 7 avril 2014 visé en sous-préfecture de Lens le 8 avril 2017, relatif à la délégation de fonctions de Mme Marylise BONICEL est abrogé.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Annie WANNEPAIN, Mme Marylise BONICEL, conseiller municipal, est délégué pour remplir les fonctions suivantes :

Fêtes foraines, marchés aux puces, illuminations et marché de Noël

ARTICLE 3 : Délégation de fonctions lui est donnée pour les fêtes foraines, les marchés aux puces, les festivités de Noël (illuminations, marché de Noël, animations du marché de Noël).



ARTICLE 4 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

Il peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse donnée au recours gracieux.

Pour extrait certifié conforme au Registre.
(Publié et affiché conformément à l'article L.2122-29
du Code général des collectivités territoriales).
Certifié exécutoire,

29 JAN. 2018

FAIT A HENIN-BEAUMONT, le
Le Maire




Steeve BRIOIS